

voir chevenant: le n. de la réimpression corrigée d'elles
même et contenant des lacunes, imprimées chez l'éditeur. (voir n. 23)

N°. XIX.

L'AMI DU PEUPLE
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

*Et rédigé par M. MARAT, Auteur de l'Offrande
à la Patrie, du Moniteur et du Plan de
Constitution, &c.*

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Mardi 29 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du 28 Septembre 1789.

Séance du matin.

*Élection de M. Mounier à la présidence — décret
sur l'abolition du droit de franc fief. — Discours
à la Milice Parisienne non soldée.*

LA séance a été ouverte par l'élection de M. Mounier à la présidence, & il est entré en exercice par annoncer plusieurs dons patriotiques & par la lecture de différentes adresses.

M. de Mirabeau a proposé qu'il fût fait une adresse aux commettans pour exposer les motifs du décret de l'Assemblée sur le plan du premier ministre des finances.

Les avis ont été partagés à ce sujet : pour les concilier , M. de Mirabeau a offert de communiquer ses idées au Comité de rédaction ; on a applaudi à cette offre , sans rien décider.

Ensuite un Membre des Communes a proposé , pour faciliter la perception de la taxe du quart du revenu de chaque individu , qu'on organisât promptement les assemblées provinciales & les municipalités , & qu'on déclarât le Roi chef suprême de toutes les municipalités. On n'a pas délibéré sur cette proposition. — Assurément il ne manqueroit plus pour enchaîner la Nation que de mettre dans les mains du Monarque les seuls corps dont elle peut espérer quelque liberté. Que dis-je ? pour soumettre le souverain lui-même à son premier ministre , des municipalités considérées comme les représentans du peuple , à qui seul appartient la souveraineté. Se peut-il qu'il se trouve dans l'Assemblée Nationale un Membre assez peu sensé pour faire une motion pareille ?

M. Langevillers a proposé d'abolir par un décret le droit de franc-fief. L'administration des domaines , « continuant au mépris du » décret du 4 Août dernier , à exercer des » poursuites contre les redevables ».

M. Target a remarqué qu'il devoit être aboli depuis le 4 Août , le décret ne pouvant avoir d'effet rétroactif.

L'assemblée a décrété , « que , conformément » à son Arrêté du 4 Août dernier , tous droits » de franc-fief étoient abolis. — Que les droits » de franc-fief ouverts sont supprimés , et » que toute recherche et poursuite seront » interdites ».

Discours (1) à la milice Parisienne non soldée.

Mes chers concitoyens , rappelez-vous ces jours de trouble & d'effroi , où la patrie fut menacée d'être anéantie par ses cruels ennemis. Ses alarmes étoient extrêmes : elles cessèrent , dès qu'elle vit ses enfans prendre sa défense , courir aux armes , se ranger sous ses drapeaux & voler à son secours.

Confondus pêle-mêle , les citoyens de tous les états , de tous les rangs étoient animés du même esprit ; la crainte de leurs périls communs les avoit rassemblés , le soin de leur salut commun les tint unis. Mais à peine le danger fut-il passé , que les petites passions commencèrent à élever leur voix , la vanité vint troubler cette heureuse harmonie ; & l'amour propre mécontent ou humilié souffla par-tout les feux de la discorde. Presque tous ceux qui n'avoient pu primer , abandonnerent lâchement la partie ;

(1) Ce discours à été adressé le premier Septembre , à un Officier de la Garde Bourgeoise , avec prière de le faire connoître : il n'a point encore circulé dans le public ; le rédacteur qui le croit utile à la cause de la liberté , prend le parti de l'adresser à la Milice Nationale par la voie de l'impression.

& le petit peuple qui étoit accouru dès les premiers instans du danger , qui avoit donné l'exemple du courage, & qui cependant n'avoit rien à espérer d'une révolution , resta presque seul chargé du soin de la défense commune.

Tout Paris étoit en armes. Un état de choses aussi violent ne pouvoit durer : on résolut de former une nombreuse milice nationale , dont une partie seroit soldée & une partie serviroit gratuitement. L'appareil militaire qu'elle devoit avoir séduisit un grand nombre de citoyens , & le desir de vous distinguer par une uniforme , vous fit aller en foule inscrire vos noms.

Quel beau zèle vous guidait ? Peu occupés du salut de l'Etat , on vous vit courir après les préférences ; nul de vous ne vouloit obéir , les moins instruits briguoient l'honneur du commandement , & le simple soldat disputoit à ses chefs jusqu'aux marques distinctives de leurs grades (1).

Après un premier moment d'ivresse , si du moins vous vous étiez souvenus de la patrie : mais elle n'est plus dans votre cœur. Au lieu de vous exercer au maniement des armes pour repousser l'ennemi , & assurer votre liberté , vous n'apprenez à les manier que dans la crainte de paroître gauches ; vous vous amusez à des parades , à des bénédictions de drapeaux (2) , à

(1) On sait quelles altercations a excitées l'épaullette d'officier.

(2) Les dépenses énormes où ces parades puériles jettent l'Etat , sont une nouvelle preuve de l'inconduite des Administrateurs de l'Hôtel-de-Ville. Est-ce ineptie , est-ce projet ?

des jeux d'enfans ; vous coulez vos jours dans l'insouciance , la dissipation & les fêtes : tandis que vos ennemis veillent continuellement pour vous endormir , & vous faire tomber dans leurs pièges.

Au lieu de vous montrer zélés soldats de l'Etat , vous en dédaignez les devoirs , ou plutôt vous les bornez à solder des indigens , à promener votre uniforme dans les cercles , à vous rendre à la parade , à vous pavaner dans les jardins publics , à passer en revue lorsque le temps est serin (1) , ou arpenter les rues , enseignes flottantes , & au bruit d'une musique guerrière. Depuis peu , il est vrai , vous êtes assujettis à un service personnel. Qu'y a gagné le public ? D'un soleil à l'autre , il vous voit promenant dans la ville , ou rangés autour d'une table de jeu dans un corps-de-garde. Paris qui , de jour , présente l'image d'une place de guerre affaillie , où retentit sans cesse le fracas des tambours , offre de nuit l'image d'un affreux désert : tous les postes sont abandonnés , pas une patrouille nulle part (2) , pas une sentinelle

(1) Je ne désespère pas de voir cet hiver nos braves guerriers patrouiller ou monter la garde sous des parapluie ; et l'été prochain , sous des parasols.

(2) Je me suis rendu , Dimanche 27 de ce mois , sur les deux heures du matin , de l'Hôtel-de-Ville à la Croix-Rouge , sans avoir rencontré une seule patrouille , et n'ayant trouvé qu'une Sentinelle devant le Corps-de-Garde de la rue S. André-des-Arts. Pour un service aussi indignement fait , étoit-ce la peine d'armer vingt-quatre mille Citoyens , de grever le public de sept mille hommes de Troupes soldees , de prodiguer d'énormes ap-

avancée ; la place est ouverte de tous côtés à l'ennemi : pour la surprendre , il n'a qu'à se présenter.

Et ce n'est pas là le plus grave de vos torts. Au lieu de sentir que votre force consiste à rester unis avec nous , à nous regarder comme vos freres , l'envie & la vanité vous divisent , le dernier d'entre vous affublé d'un uniforme , fait le petit important , & par un travers d'esprit inconcevable , l'habit même qui devrait resserrer nos liens en vous rappelant que vous êtes les soldats de la patrie , les défenseurs de vos freres , semble vous dépouiller de tout sentiment patriotique ; vous faire perdre de vue les malheurs des temps , vous empêcher de réfléchir sur les droits de vos compatriotes , de partager leurs alarmes & de compatir à leurs maux.

N'aguere encore vous étiez citoyens ; vous voilà transformés en automates aux ordres d'un chef , & peut-être serez-vous bientôt transformés en aveugles instruments d'oppression. Je veux croire que le cœur de votre général sera toujours d'accord avec son devoir , & que le soin de sa gloire ne lui permettra jamais d'oublier la patrie ; mais dans votre position actuelle , une confiance aveugle est impardonnable , elle devient un crime ; souffrez que la voix d'un citoyen dont le zèle n'est pas suspect vous rappelle à vous-même , & vous fasse considérer les dangers auxquels votre sécurité a déjà ex-

pointemens aux Officiers de l'Etat-Major. Nous sommes gardés par la Providence , et la Milice Parisienne compte là-dessus , assurément.

posé la cause commune , & finira par exposer le salut de l'Etat.

O Athéniens ! vous n'êtes que des enfans , vous n'avez d'idée de rien , vous ne calculez rien , vous ne pensez à rien. Trop légers pour apprendre à ménager vos forces , vous vous êtes épuisés dans les jours de sécurité , & vous ne pouvez plus vous tenir debout dans les jours d'alarme. Esclaves d'une sotte vanité , vous avez prodigué en pantalonades le peu qui vous restoit pour avoir du pain. Vous vous êtes aliénés par vos dédains le cœur de vos compatriotes. Victimes de votre confiance , vous vous êtes livrés en aveugles à la foi de vos conducteurs. Peuple inconfidéré ! tes vices t'ont conduit sur le bord de l'abîme. Si tu n'y es pas encore précipité , rends grace au ciel , rends grace à l'imbécillité de tes ennemis. Mais le moment fatal approche. Poursuis ta conduite insensée : abandonne-toi à des guides aveugles ou corrompus. Et vous soldats inconfidérés , forcez par des airs de hauteur , des outrages , des attentats , vos compatriotes à vous détester , à redemander un maître , & fermer l'oreille à la voix du seul homme qui veille encore pour votre salut , accablez le seul défenseur qui vous reste , le seul qui n'ait pas craint de se faire anathème pour vous.

Mais où m'emporte un saint zèle ? O mes compatriotes , connoissez vos droits , connoissez la dignité du titre de citoyen , connoissez les devoirs d'un soldat de la patrie. Toujours prêt à courir sur les ennemis de l'Etat , les brigands , les assassins incendiaires , il fait résister aux

chefs qui voudroient le faire servir à opprimer ses freres : & jamais il ne marche contr'eux qu'il n'ait pesé les conséquences des ordres qu'on lui donne , & qu'il ne soit assuré qu'ils ne portent aucune atteinte à la liberté publique (1).

N. B. Aujourd'hui 28 , je reçois un nouvel ordre des représentans de la commune de Paris. J'aurai pour ces messieurs la même déférence , je me rendrai à l'hôtel-de-ville. Je ne fais ce qu'ils me veulent : mais j'ai un nouveau sujet de plainte contr'eux. Je réclame les droits du citoyen qu'ils ont violé , les intérêts du peuple qu'ils ont sacrifié , en faisant enlever par des patrouilles , depuis quelques jours , d'entre les mains des colporteurs les numéros de mon Journal. Et c'est la milice nationale , & ce sont mes concitoyens qui se prêtent à cet attentat ! Lisez-les donc , soldats aveugles ! ces écrits dont vous empêchez les salutaires effets , & frémissez d'horreur de servir d'instrument à la tyrannie pour accabler votre défenseur.

(1) Soldats de la patrie hors de leurs murs , les Romains n'étoient plus que citoyens dans la place publique , ils mettoient bas les armes , et s'entretenoient entr'eux des affaires de l'Etat.

De l'Imprimerie de FERET , rue du Marché-Palu , vis-à-vis celle Notre-Dame.